

nous avons supplié. Puis, ici, à la Chambre, on nous reproche notre manque de compassion. Je trouve l'accusation des plus injustes.

Depuis la Confédération, le Canada a toujours fait preuve d'une grande commisération. Cela se vérifie tout au long de notre histoire et il importe peu que les conservateurs ou les libéraux aient été au pouvoir. Alors, pourquoi nous accuse-t-on de manquer de sympathie et d'être indifférents à l'égard de cette situation tragique? Sincèrement, je suis fier de ce que fait le Canada dans le domaine des affaires extérieures. Les députés de l'opposition qui sont allés à New York étaient fiers des spécialistes du ministère des Affaires extérieures qui font du si beau travail; certains connaissent la situation du Biafra.

Hier encore, j'ai eu l'occasion de rencontrer M. Moses Ihonde, conseiller général du Nigéria à New York. Ce fut une réunion profitable où s'est traduit à nouveau le désir des Nigériens et des Biafrais de voir finir la guerre et de mettre fin aux souffrances qui ont accablé tous les foyers au Nigéria.

Hier encore, j'ai conféré avec M. Otue, représentant du Biafra à New York. Je crois savoir qu'il est à Ottawa aujourd'hui. Il connaît un peu le Canada et c'est un très bel homme. La réunion a été fructueuse et je lui ai posé directement la question suivante: Les Canadiens font-ils suffisamment pour aider votre population? Voilà ce qu'il m'a répondu et je lui ai dit que j'allais écrire sa réponse pour la présenter à la Chambre des communes. Il m'a dit que les Canadiens font beaucoup, que c'est magnifique et que les Biafrais sont très sensibles à l'aide que les Canadiens leur apportent. Il m'a dit que plusieurs organisations leur ont assuré une aide humanitaire en courant des risques considérables et ils y sont sensibles.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Il ne parlait pas du gouvernement.

M. Perrault: Je lui ai dit: certains partis ont critiqué la contribution du Canada à l'égard de l'adoucissement de cette situation tragique. Je lui ai demandé ce que le Canada pouvait faire pour aider à la cause. Qu'a-t-il répondu? Après avoir réfléchi un moment, il a répondu: J'espère que vous ferez ce qu'il vous sera possible pour décourager les expéditions d'armes aux deux camps. C'est une guerre de pouvoir, maintenant, dans laquelle sont engagées trop de grandes puissances. Essayons de mettre fin aux expéditions d'armes. Cela pourrait faciliter la conclusion d'un traité de paix. C'est ce qu'on m'a répondu. On n'a pas entendu les Biafrais pousser des cris aigus que la situation est terrible, que le gouverne-

ment est inhumain parce qu'il n'accorde pas à Canairelief l'aide demandée ou qu'il n'essaie pas de leur faire transmettre des secours par l'intermédiaire de la Croix-Rouge. Comme membre de cette Chambre, j'espère en toute sincérité que ceux qui contribuent à grossir l'arsenal militaire du Nigéria et du Biafra cesseront leurs livraisons d'armes.

M. l'Orateur suppléant: A l'ordre, s'il vous plaît. Je regrette d'interrompre le député mais son temps de parole est expiré. La Chambre consent-elle à l'unanimité à le laisser poursuivre?

Des voix: D'accord.

M. Perrault: J'apprécie l'indulgence de la Chambre, monsieur l'Orateur. Permettez-moi de signaler de nouveau ce que c'est précisément ce que le Canada a suggéré au cours de ses pourparlers avec la France et la Grande-Bretagne. Le Canada a proposé que cessent les livraisons d'armes au Nigéria et au Biafra. Même si toutes les livraisons officielles d'armes prenaient fin demain, le problème pourtant ne serait pas résolu et nous le savons. Nous avons discuté de ce problème et nous avons exprimé l'avis que les livraisons d'armes devraient cesser, mais nous connaissons l'existence d'un marché libre des armes, considérable et prospère; nous savons que les armes parviendraient encore aux combattants. Il faut donc que le Canada et d'autres pays poursuivent activement leurs efforts pour ramener la paix, et qu'ils trouvent un moyen plus immédiat et plus efficace d'achever les secours requis.

Je voudrais aussi faire connaître à la Chambre qu'au cours des dernières 24 heures, j'ai parlé avec l'ambassadeur de l'Organisation de l'Unité Africaine au Nations Unies, M. Thiam. Peut-être mon ami le connaît-il. Il m'a dit que la position du Canada dans cette affaire avait été très louable et qu'il n'y avait aucune raison de refuser du secours aux jeunes qui mourraient de faim au Biafra. Avec le Canada ils aident la Croix-Rouge à faire parvenir des secours de jour. Il m'a dit que cela pouvait être fait et qu'il n'y avait aucune raison que cela ne le soit pas.

Les Biafrais liront nos journaux officiels et auront connaissance de ce programme appuyé par l'Organisation de l'Unité Africaine. Il n'y a aucune raison pour que ce programme ne puisse être réalisé plutôt que des accusations très destructives à la Chambre. De cette façon, il serait peut-être possible d'aider ces gens au début de la semaine prochaine.

Monsieur l'Orateur, je dois passer sous silence bien des choses que je voulais exprimer, mais je dirai ceci. Ceux qui ont œuvré à